



SRS **BULLETIN D'INFORMATION**

Stratégie régionale de stabilisation , de relèvement
et de résilience (SRS) des zones du bassin du Lac Tchad
touchées par la crise Boko Haram

Volume 1 - Mars 2021

Ambassadeur Mamman Nuhu,
Secrétaire Exécutif de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT),
Chef de Mission de la Force Multinationale Mixte (FMM)

Changer le récit du Bassin du Lac Tchad!



La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) a été créée le 22 mai 1964 par les quatre pays riverains du lac Tchad, à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad. Son mandat intègre la promotion de l'intégration régionale, la préservation de la paix et de la sécurité dans le Bassin conventionnel. Cinquante-six ans plus tard, la situation économique et politique ainsi que la résurgence de l'extrémisme violent et de la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19) renforcent la vision de notre institution.

En 2018, nous avons pensé et conçu une [Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience \(SRS\)](#) de la région comme l'une de nos réponses pour écrire une nouvelle histoire et susciter plus d'espoir et d'engagement dans notre région. En effet, il s'agit là d'un programme ambitieux certes, mais je ne doute un seul instant qu'ensemble, nous pouvons le rendre possible.

Le Secrétariat de la Stabilisation régionale de stabilisation, mis en place l'année dernière, coordonne les actions entre les partenaires clés et lance des initiatives basées sur le Plan d'action régional (PAR). Après une année de mise en œuvre, nous jetons les bases de l'héritage que nous voulons pour la future génération du bassin du Lac Tchad.

La région du Lac Tchad, à l'instar du reste du monde, a été gravement touché par la pandémie du COVID-19, nous obligeant à ajuster en conséquence nos initiatives pour mieux servir nos populations, déjà confrontée à de nombreux défis de taille tels que la dégradation de l'environnement du fait du changement climatique, du développement inadéquat et de l'insécurité née de l'insurrection de Boko Haram. La Commission du Bassin du Lac Tchad et ses partenaires ont ainsi élaboré et mettent en œuvre des programmes visant à renforcer la résilience des communautés et la stabilisation des zones touchées. [Lire plus](#)

Je voudrais exprimer mes sincères remerciements à nos [partenaires](#) de confiance : l'Union Africaine, le PNUD, l'Allemagne, la Suède, le Royaume Uni, les Pays-Bas, l'Union Européenne et la Banque Africaine de Développement qui ont cru en nous depuis le début. Je souhaite également la bienvenue à ceux qui se joignent à nous dans cette noble aventure.

Chika Charles Aniekwe,
Conseiller principal, Coordonnateur du Secrétariat de la SRS

Bilan trimestriel des actions de la Stratégie régionale de stabilisation (SRS) dans le bassin du Lac Tchad

Chers partenaires,

J'ai l'honneur de partager avec vous le tout premier numéro du bulletin d'information sur la Stratégie régionale de stabilisation, un bulletin trimestriel produit par le Secrétariat de la SRS. Il couvre les activités du secrétariat de la SRS/CBLT et souligne les efforts en cours en vue de la mise en œuvre de la Stratégie globale par d'autres partenaires d'exécution.

Ce premier numéro donne un aperçu des réalisations majeures dans le cadre de la stratégie régionale de stabilisation au cours de l'année 2020. Il donne un aperçu des activités de terrain menées par les partenaires et dans la région. Le présent numéro souligne par ailleurs nos efforts en cours et les événements clés à venir.

De manière générale, les premiers résultats sont encourageants et montre que les efforts sur le terrain à travers les interventions de stabilisation du PNUD au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigéria donne des résultats. Des progrès ont également été enregistrés grâce aux initiatives soutenues par l'Union africaine et axées sur les jeunes et les femmes.

Au niveau du Secrétariat de la Stratégie régionale de stabilisation, j'ai le plaisir de vous informer de l'élaboration d'un Plan d'action régional (PAR) de deux ans (PAR) 2020-2021 qui désormais est un document d'orientation de coordination et de coopération des activités de stabilisation au niveau régional.

Je vous souhaite une agréable lecture de notre tout premier numéro de ce Bulletin d'information. Vos commentaires et observations sont les bienvenus en vue de l'amélioration du prochain numéro!





ENTRE CRISES ET OPPORTUNITES : RENFORCER LA COORDINATION DES EFFORTS DE STABILISATION DANS LA REGION DU LAC TCHAD

COMPRENDRE LA SRS

La stratégie régionale de la CBLT trouve son origine dans l'évolution de la crise de la région du bassin du lac Tchad, qui a débuté il y a plus de dix ans. Les quatre pays riverains du lac Tchad - Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad - sont confrontés à des défis sans précédent, aggravés par une insurrection prolongée de Boko Haram et d'autres groupes extrémistes. Ces crises ont entraîné une instabilité croissante, un ralentissement de la croissance économique et des urgences humanitaires complexes dans la région. En outre, l'expansion de la radicalisation fait peser une menace imminente sur la paix, la stabilité et le développement de la région, en particulier chez les jeunes. Les idéologies absolutistes qui rejettent la coexistence, la tolérance et le progrès

constituent une menace existentielle pour ces pays. Ces idéologies ont trouvé des recrues parmi les jeunes qui pensent que l'État a échoué et qui se sentent exclus des processus politiques et économiques légitimes. L'impact et l'ampleur à partir de 2017 ont affecté plus de 17 millions de personnes, dont 2,1 millions de déplacés internes, près de 775 000 réfugiés, et 11 millions d'autres en situation d'insécurité alimentaire sévère.

Le 30 août 2018, le Conseil des ministres de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) a adopté la Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience (SRS) des zones affectées par la crise Boko Haram dans la région du bassin du lac Tchad. La même année, le

Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine a approuvé la SRS. La stratégie définit une approche régionale globale pour faire face aux causes profondes du sous-développement et aux moteurs de l'extrémisme violent et des conflits dans la région du lac Tchad. Elle est mise en œuvre dans huit territoires ciblés de quatre États membres comme suit : Nigeria (États de Borno, Yobe et Adamawa), Niger (région de Diffa), Tchad (région du Lac et région de Hadjer-Lamis) et Cameroun (régions de l'Extrême-Nord et du Nord). [Lire la video](#)

Favoriser la coordination régionale et l’institutionnalisation de la mise en œuvre de la Strategie Regionale de Stabilisation (SRS)

La SRS s’appuie sur le concept selon lequel une réponse régionale doit être institutionnalisée. La SRS doit également établir des normes de coordination et de collaboration. Il convient de créer des structures qui incarnent la vision et le principe d’une réponse standard alignée sur les principaux traités et accords sur la paix, la sécurité et le développement au niveau du continent africain. Depuis une année, le Secrétariat de la SRS travaille sur des actions critiques aux niveaux régional, national et territorial.

Groupe de travail régional

Le groupe de travail régional fait office de comité technique pour la SRS et comprend tous les partenaires d’exécution de la SRS à travers le spectre Nexus. Pour une coordination efficace des interventions et de l’appui technique, le groupe de travail régional est subdivisé en trois groupes thématiques, alignés sur les 9 piliers d’intervention de la SRS, la stratégie de l’UA pour le Sahel et la stratégie intégrée de l’ONU pour le Sahel, à savoir :



Les clusters régionaux sont des groupes de travail établis pour rationaliser la coordination technique entre les partenaires d’exécution qui ont des vues similaires et sont liés.

Depuis sa création en avril 2020, le groupe de travail régional rassemble désormais environ 30 parties prenantes régionales pour promouvoir l’approche nexus et une “Nouvelle façon de travailler.” Les membres du groupe de travail se sont portés volontaires pour codiriger les clusters et s’auto-organiser afin de promouvoir des initiatives communes, telles que des missions sur le terrain, des documents de recherche et des initiatives politiques.

À l’heure actuelle, le Bureau des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest (UNOWAS), l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNOCA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) codirigent le groupe sur la gouvernance, qui est aligné sur les mécanismes de coordination de la Strategie Integree des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) ; l’ Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et l’Université d’Alberta (Département des affaires sociales) codirigent le groupe sur l’aide humanitaire et le développement ; et l’Institut d’études de sécurité (ISS), l’Organisation Internationale pour les migrations (OIM), l’Office des Nations unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Refugies (HCR) codirigent le groupe sur la protection et la sécurité.





A collage of logos for various international organizations and agencies. The logos include: Plan International, IOM (International Organization for Migration), UN Women, UNOAU (United Nations Office of African Union Affairs), UNDP (United Nations Development Programme), ISS (Institute for Security Studies), INHCR (International Humanitarian Law Centre), WFP (World Food Programme), UNESCO (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization), UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), UNICEF (United Nations Children's Fund), UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), African Union, NRC (Norwegian Refugee Council), UN Peacekeeping, and the European Union flag.



Plans d'Actions Territoriaux

Approche régionale - Appropriation locale :

Développement des PATs

La mise en œuvre de la SRS repose essentiellement sur l'élaboration et le déploiement de plans d'action territoriaux dans les huit territoires touchés. La SRS insiste sur le fait que la réussite de la mise en œuvre dépend de l'adoption d'une approche de la société dans son ensemble, reconnaissant les impératifs d'un processus ascendant, inclusif et participatif. Au cœur du développement des TAP se trouve l'impératif d'opérationnaliser localement l'approche nexus qui rassemble les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix autour d'un objectif commun.

Les six derniers mois du processus de développement des TAP ont justifié l'approche globale de la SRS. Ils ont démontré qu'avec un leadership politique exemplaire et une consultation approfondie, les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix pouvaient travailler ensemble pour atteindre un objectif commun. Le processus des TAP a notamment mis en évidence l'importance des ONG locales dans la stabilisation de la région du lac Tchad.

Une jeune représentante du Local Youth Corner (LOYOC) de Maroua a partagé sa joie lorsqu'elle s'est assise face aux agences des Nations Unies pour définir les actions les plus urgentes à mener dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Elle a fait la navette entre trois groupes de travail interpiliers (PWG : 2, 7 et 9) et a reconnu ce qui suit :

“C'est la première fois depuis quatre ans que je suis ici que nous nous impliquons avec le Bureau du Gouverneur, les grandes ONG internationales et les agences des Nations Unies. Nous sommes ravis ! La protection des droits de l'homme, l'autonomisation des jeunes et des femmes, et la prévention de l'extrémisme violent sont nos mandats, donc je vais tout faire pour contribuer autant que possible dans ces trois domaines.” 18 mars 2021, Indira Banga, LOYOC

À l'instar du sentiment de participation et d'appropriation du personnel des ONG, les hauts fonctionnaires des Bureaux des Gouverneurs ont exprimé leur joie de diriger le processus des PAT. Le Commissaire à la réhabilitation, à la réconciliation et à la réintégration de l'Etat d'Adamawa, au Nigeria, Elijah Tumba, s'est fait l'écho de ce sentiment lorsqu'il s'est adressé à 26 News à la suite de l'examen technique des ébauches de plans le 25 mars à Yola. Il a salué les efforts des acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix qui ont honoré l'invitation du Gouverneur à s'engager collectivement pendant des mois de consultation, menant au développement et à l'élaboration des PAT pour l'Etat. Il a fait remarquer que le développement du PAT est piloté et approprié localement et qu'il définira les interventions de tous les partenaires dans l'Adamawa à l'avenir. [Lire la vidéo](#)

Le Commissaire a exprimé sa gratitude à la Commission du Bassin du Lac Tchad, au Bureau du Coordinateur Résident

“

“C'est la première fois depuis quatre ans que je suis ici que nous nous impliquons avec le Bureau du Gouverneur, les grandes ONG internationales et les agences des Nations Unies. Nous sommes ravis ! La protection des droits de l'homme, l'autonomisation des jeunes et des femmes, et la prévention de l'extrémisme violent sont nos mandats, donc je vais tout faire pour contribuer autant que possible dans ces trois domaines.”

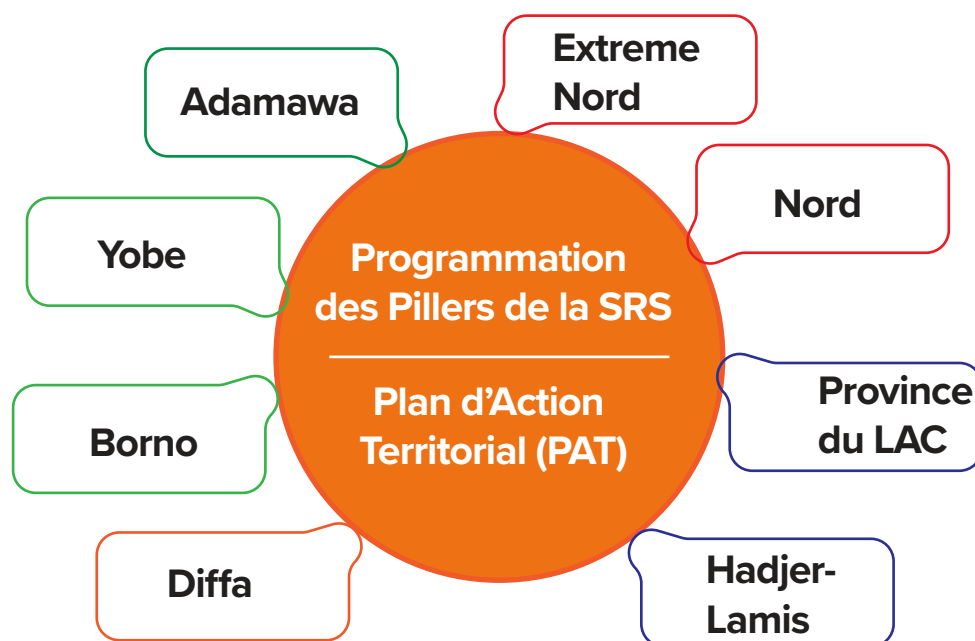
”

18 mars 2021, Indira Banga, LOYOC

des Nations Unies et au PNUD et a noté que le résultat du processus mérite une consultation plus approfondie malgré la longueur du processus. L'un des cinq consultants nationaux, qui a dirigé la cartographie des OSC, des organisations communautaires, des ONG internationales, des Nations Unies, des universitaires, des religieux et des acteurs traditionnels afin de participer de manière consultative au processus de développement du PAT, a reconnu que :

‘Ce fut un processus long, fastidieux et difficile, mais très utile. Tous les membres des groupes de travail interpiers ont apporté une pertinence contextuelle à la méthodologie des PAT, ont enrichi le processus et nous ont encouragés à collaborer avec les acteurs nexus dans le processus des PAT’.

Au 30 avril 2021, les PAT pour les huit territoires affectés sont prêts et sont passés en revue par les partenaires clés de la SRS. Les PAT finaux seront validés et lancés par la CBLT, l’ISG et l’UA. comme cadre d’action pour chaque territoire.

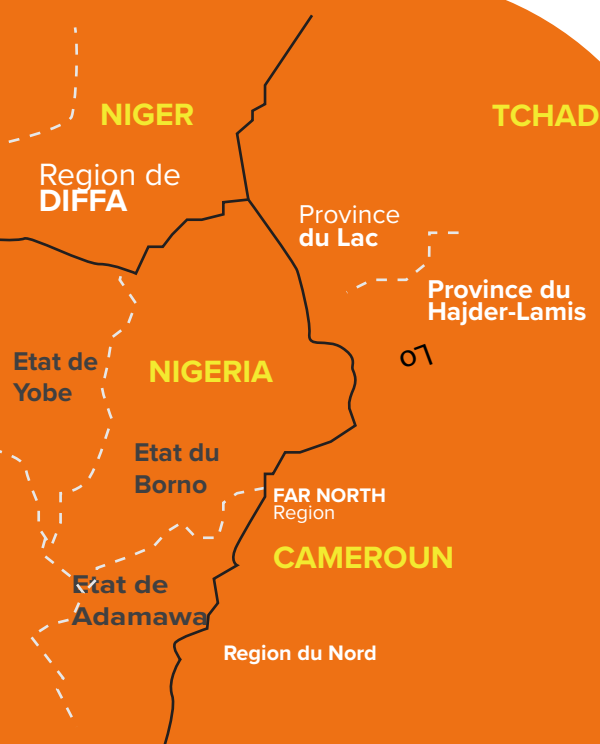


Soutenu par le Bureau du **Coordonateur Resident des Nations UNies** dans chaque pays

Les PATs sont pilotés par le Gouverneur de chaque territoire, avec tous les potentiels acteurs alignés sur les piliers des groupes de travail (PWG)

Les TAPs représentent les programme d'interventions pour chaque territoire

Les PATs sont un moyen de domestication de la strategie



EFFORTS DE RAPATRIEMENT TRANSFRONTALIERS : EXTRÊME NORD DU CAMEROUN ET ÉTAT DE BORNO AU NIGERIA

Conformément à l'engagement pris lors du deuxième Forum des Gouverneurs qui s'est tenu à Niamey du 16 au 18 juillet 2019, le Gouverneur de l'État de Borno, S.E. Prof. Babagana Umara Zulum, et son équipe ont rendu visite au Gouverneur de la région de l'Extrême-Nord, S.E. Midjiyawa BAKARI du 17 au 19 septembre 2019. Au cours de cette visite, les deux parties ont convenu d'accélérer le rapatriement volontaire des réfugiés du camp de MINAWAO au Cameroun.

Entre janvier et mars 2021, avec trois voyages effectués auprès des réfugiés nigériens rapatriés au Cameroun, le cadre de l'accord a été atteint entre les deux gouverneurs lors du dernier Forum des Gouverneurs. Jusqu'à présent, plus de 7 900 personnes ont été rapatriées, comme suit :

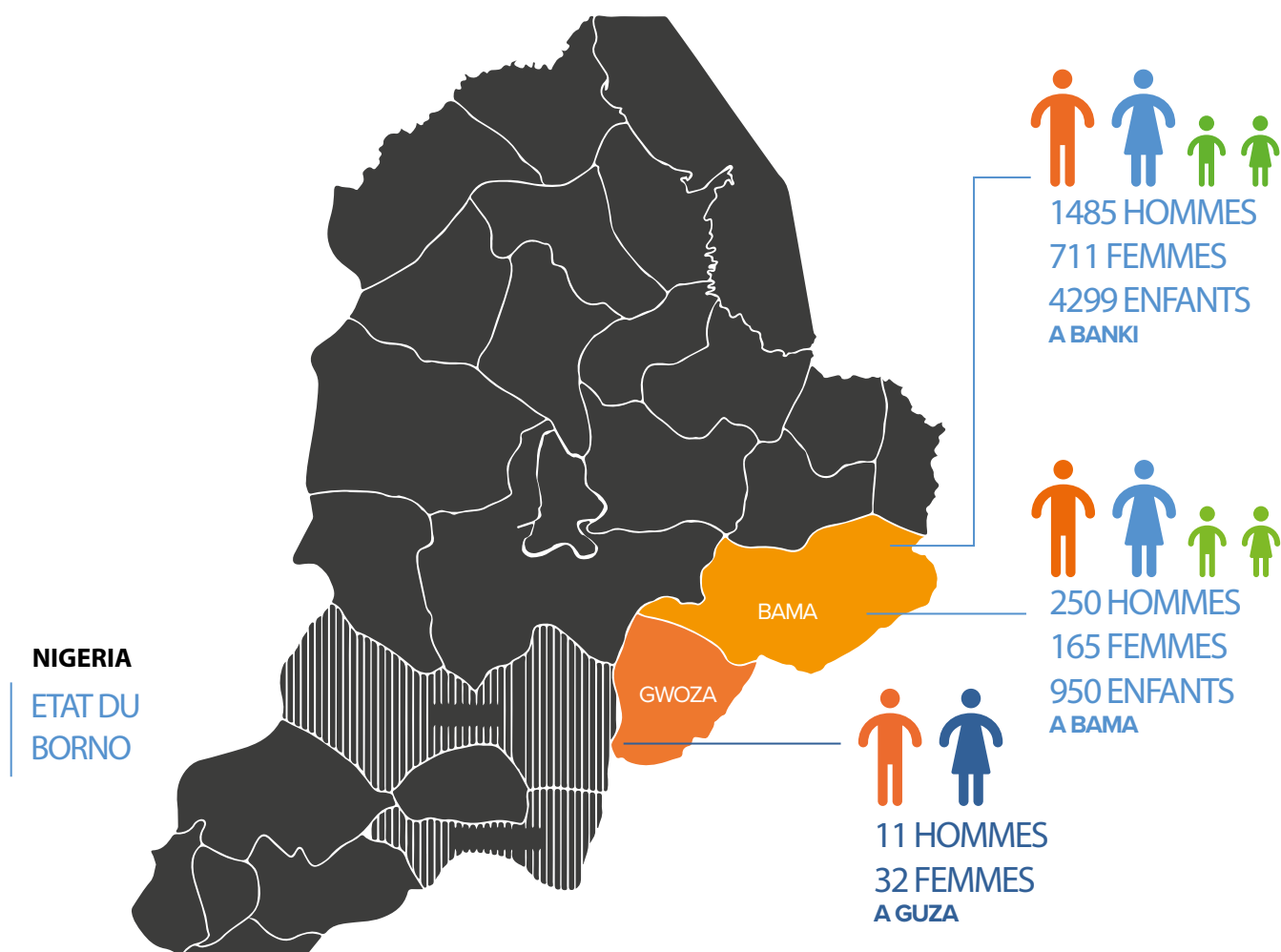
- 1.485 hommes, 711 femmes et 4.299 enfants à Banki ;
- 250 hommes, 165 femmes et 950 enfants à Bama ; et
- 11 hommes et 32 femmes à Guza, dans l'État de Borno.

Les réfugiés rapatriés ont été officiellement accueillis et enregistrés dans l'État de Borno afin de faciliter l'accès au soutien de l'État à la population rapatriée. D'autres voyages sont prévus après la célébration du mois sacré du Ramadan.



Organisation des departs du Cameroun vers le Nigeria (Etat du Borno)

À CE JOUR, PLUS DE 7900 PERSONNES ONT ÉTÉ RAPATRIÉES COMME SUIV :



Les réfugiés rapatriés ont été officiellement accueillis et enregistrés dans l'État de Borno en vue de faciliter l'accompagnement de l'État à la population rapatriée. D'autres voyages sont prévus après la célébration du mois sacré du Ramadan.



Vers une surveillance civile de la cellule CIMIC de la Force Mixte Multinationale (FMM)

1. Comprendre la cellule de coopération civile-militaire de la CBLT-FMM

Une planification et une coopération civile-militaire efficaces sont essentielles pour assurer un passage intégré, ciblé et séquencé de l'aide humanitaire au développement durable. L'effort en soi offre une occasion de "gagner les cœurs et les esprits" et d'établir la confiance entre les communautés, les gouverne-

ments et la sécurité à long terme. C'est pourquoi une cellule de coopération civile-militaire conjointe CBLT-FMM a été créée pour promouvoir et renforcer la coopération civile avec la sécurité d'une part, et pour renforcer les relations entre les acteurs militaires et humanitaires opérant dans la région, d'autre part. Faisant partie des structures d'exécution de la SRS, la cellule de coopération civile-militaire CBLT-FMM comprend la Force Mixte Multinationale (FMM), l'Union Africaine (UA) et la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT).

Le 16 février 2021, une réunion régionale sur la coopération civile-militaire a été convoquée. La première réunion de la cellule a été l'occasion de faire en sorte que son rôle soit parfaitement compris, de mettre à jour les activités principales et de partager le projet de plan d'action de la cellule et de Satcom. L'un des principaux résultats de la réunion a été la mise en place d'un réseau CIMIC régional consacré aux aspects civils et militaires, intégrant des acteurs dynamiques de la société civile qui renforcent la relation entre civils et militaires.

2. Les activités civilo-militaires de la FMM occupent une place centrale au niveau des secteurs.

La FMM attache une grande importance à l'instauration de la confiance, au partage de l'information et à la promotion d'excellentes relations entre civils et militaires afin d'obtenir le

soutien des communautés locales dans sa zone d'opération (AoO). Cet effort est conforme au concept d'opération de la FMM. Elle a lancé des projets dans le secteur 1 de Mora (Cameroun), le secteur 3 de Damasak et Monguno (Nigeria) afin de renforcer les relations entre civils et militaires dans ces secteurs.

A Damasak, un tournoi de football pour jeunes a été organisé pendant deux semaines, du 5 au 18 février 2021. Au total, huit (8) équipes de football ont participé à la compétition.

Le football est reconnu comme un jeu fédérateur, qui favorise la convivialité et la cohésion sociale chez les jeunes. La participation active des jeunes au tournoi a donné l'occasion aux jeunes des communautés affectées de diriger leur énergie vers des activités compétitives et productives.

La compétition a permis d'améliorer les relations cordiales existantes, de consolider la confiance et de la rétablir au sein de la Brigade. Le tournoi a également permis de soulager et de divertir des



milliers de jeunes traumatisés par l'insurrection.

Dans le Secteur 1 de Mora (Cameroun), deux écoles touchées par l'insurrection de Boko Haram dans les villages de Michidire et Touski ont bénéficié de projets à impact rapide de la MNJTF. Pour rétablir la normalité et soutenir les activités éducatives, le Secteur 1 a acheté

et distribué un nombre important de tables et de bancs aux élèves des écoles.

Le 17 février 2021, le chef d'état-major, le Colonel Ashetkuemun Mouchingam, au nom du Commandant du Secteur, le Brigadier Général Bouba Dobekreo, en remettant le matériel, a exhorté la direction des écoles à veiller à l'utilisation et à l'entretien adéquats des articles. Il

a déclaré que la fourniture de tables et de bancs aux écoles permettrait certainement de créer un environnement propice à l'apprentissage et d'améliorer l'enseignement et l'apprentissage.

Le maire de WAZA à Michidire et l'inspecteur sous-divisionnaire de l'éducation de base de MORA à Touski figuraient parmi les autorités locales et les dirigeants communautaires qui ont assisté à l'événement. Dans leurs interventions respectives, ils ont exprimé leur reconnaissance pour ce don, félicité et assuré les forces de la MNJTF de leur coopération et de leur soutien continu aux opérations militaires dans leurs localités.

Union Africaine | Travailler dans un contexte de COVID 19: Soutien de la Commission de l'Union Africaine au profit de la Stratégie régionale de Stabilisation.

Depuis la première Conférence sur le développement d'un cadre pour une stratégie de stabilisation régionale en novembre 2017, la Commission de l'Union africaine (CUA) a épaulé la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) pour opérationnaliser les structures et consolider l'ensemble du processus de mise en œuvre de la SRS. En fin de compte, la CUA croit en l'utilité de la stratégie pour faciliter la transition d'un engagement militaire actif vers la stabilisation, le redressement et la résilience.

L'éruption de la pandémie du COVID-19

et, par conséquent, les restrictions de mouvement ont sans aucun doute entravé les engagements initialement envisagés par l'équipe SRS de la CUA (CMPCRD). Au cours de la période, l'équipe SRS de la CUA, avec le soutien des partenaires, a revisité la santé mentale et le soutien psychosocial (MHPSS pour les communautés affectées par les activités de Boko-Haram dans la région du bassin du lac Tchad). Du 18 au 22 novembre 2019, l'équipe travaillant avec la GIZ et l'OIM a piloté un atelier de formation sur la SMSPS au Cameroun. Les objectifs de cette formation pilote étaient de renforcer les capacités des acteurs communautaires

en matière de fourniture de SMSPS et de créer une plateforme d'échanges sur les bonnes pratiques en la matière. Cette activité s'inscrivait résolument dans le cadre du pilier 4 de la SRS sur l'assistance humanitaire et de l'objectif stratégique 16 sur le soutien psychosocial et la cohésion sociale.

Parmi les défis à relever dans la région du lac Tchad, l'exclusion des femmes et des jeunes dans les processus de gouvernance, de paix et de sécurité est largement considérée comme contre-productive aux aspirations de stabilisation de la région touchée par la crise Boko Haram. Par conséquent, et conformément au

Union Africaine



pilier 9 de la SRS sur l'autonomisation et l'inclusion des femmes et des jeunes, la CUA a piloté plusieurs engagements avec le Réseau des jeunes de la région du lac Tchad. En tête de liste, un webinaire sur l'impact du Covid sur la paix et la sécurité dans le bassin du lac Tchad. Le webinaire a bénéficié du soutien du Secrétariat de la Stratégie de Stabilisation Régionale (SSR) de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), de l'Institut d'Etudes de Sécurité (ISS) par le biais du Programme de Formation pour la Paix (TFP) avec la contribution technique de l'Initiative de Gestion des Crises (CMI). 35 jeunes artisans de la paix des quatre pays du bassin du lac Tchad (BLT) ont participé au webinaire. Il s'est focalisé sur les questions et les réponses pour la consolidation de la paix et la stabilisation dans le contexte du COVID-19. Les recommandations issues des délibérations comprenaient notamment l'importance cruciale d'engager les jeunes dans des initiatives de bonne gouvernance et de renforcer le rôle positif des jeunes en tant qu'outil pour engager les gouvernements et les

parties prenantes dans la région. L'équipe SSR de la CUA a également participé à l'élaboration d'un programme de formation pour le réseau des jeunes du bassin du lac Tchad. Les points essentiels de ce programme sont le réseautage, la liaison et la création de partenariats, les principes essentiels de la gestion de projet et de la gestion des connaissances (GIZ), le cadre continental africain pour la paix et la sécurité des jeunes/Res 2250, et son importance dans le contexte du Bassin du Lac Tchad et Pourquoi le genre compte : Développer l'expertise et les compétences. Avec plusieurs sujets programmés en ligne, la CUA et ses collaborateurs, dont le Secrétariat de la CBLT - SSR et le CMI, sont prêts à dérouler la formation en avril 2021.

Quelques un des défis qui se manifestent dans le bassin du lac Tchad se reflètent dans d'autres régions du continent. Néanmoins, en termes de réponse, la SSR est unique à bien des égards. Afin de s'assurer que les leçons apprises sont effectivement récoltées pour être reproduites ou pour le développement

de stratégies futures, l'équipe SSR de la CUA, avec le soutien du Programme de formation pour la paix et du NUPI, est engagée dans une cartographie complète de l'expérience de l'U.A. en matière de stabilisation. Cette cartographie dressera un panorama complet de tous les contextes dans lesquels l'U.A., les CER/MR et les États membres se sont engagés dans des efforts de reconstruction post-conflit, de consolidation de la paix et de stabilisation, ainsi que des expériences et des modèles découlant de ces contextes. À l'avenir, la CUA s'engage à soutenir la CBLT pour la mise en œuvre intégrale de la SSR. La stabilisation reste donc une composante essentielle de l'agenda de paix et de sécurité de l'U.A., qui résonne avec la Politique de reconstruction et de développement post-conflit. La Stratégie de Stabilisation Régionale sert également à réaliser l'aspiration de l'U.A. à faire taire les armes d'ici 2020. Elle donne un sens à l'Agenda 2063 et aux Objectifs de développement durable 2030 de l'ONU en posant les bases de la création des conditions nécessaires à une paix et un développement durables dans le bassin du lac Tchad.

Le Forum des Jeunes de Diffa lance un message fort pour la paix et la réduction de l'extrémisme

Les jeunes jouent un rôle important dans la promotion de sociétés pacifiques. Fin mars, la section nigérienne du Réseau des jeunes du Bassin du Lac Tchad a tenu son premier Forum des jeunes, avec des participants des communautés rurales et de la ville de Diffa. Pour en savoir plus sur ce Forum. [Lire la suite](#)



NIGERIA: Reconstruire une nouvelle vie dans le sillage d'une sécurité accrue

Avant le déclenchement de l'insurrection dans le nord-est du Nigeria, Falmata Ali était une femme d'affaires à Banki, une ville située près de la frontière entre le Nigeria et le Cameroun. Elle subvenait seule aux besoins de sa famille de quatre enfants et était fière d'être un modèle pour les femmes et les filles de sa communauté.

Lorsque le conflit du lac Tchad a éclaté, la ville de Falmata a été fréquemment attaquée. Des vies ont été perdues, des propriétés détruites et les moyens de générer des revenus ont été paralysés. Des milliers de personnes ont été déplacées et la majeure partie de Banki a été laissée

“J'étais à la maison. Les insurgés sont entrés dans la ville, détruisant les propriétés et faisant preuve d'une extrême violence envers la communauté. Tout le monde a essayé de se mettre à l'abri. J'ai porté mes enfants, et nous avons fui vers le Cameroun avec seulement les vêtements que nous avions sur le dos”.

en ruines. Falmata se souvient de ce qui s'est passé: “J'étais à la maison. Les insurgés sont entrés dans la ville, détruisant les propriétés et faisant preuve d'une extrême violence envers la communauté. Tout le monde a essayé de se mettre à l'abri. J'ai porté mes enfants, et nous avons fui vers le Cameroun avec seulement les vêtements que nous avions sur le dos”.

Falmata a été témoin de violences horribles, en particulier envers les jeunes

filles. Des insurgés ont enlevé son premier fils et des membres de sa famille. À ce jour, elle ne sait toujours pas ce qui leur est arrivé. Ces tragédies humaines directement vécues sont suffisamment terribles, mais le coût du conflit comprend également les effets cumulés des opportunités perdues. Le Banki, autrefois florissant, et cette région du nord-est du Nigeria ont subi un revers épouvantable dont les conséquences se feront sentir pendant des décennies.



Par où commencer quand on tente de reconstruire?

Le gouvernement nigérian, avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et les généreuses contributions de l'Union européenne, des Pays-Bas, de l'Allemagne, de la Suède et du Royaume-Uni, met en œuvre des activités de stabilisation pour aider les communautés du nord-est du Nigeria à mieux se reconstruire. Ces interventions apportent un soutien opportun pour stabiliser les communautés touchées par le conflit en rétablissant une sécurité adéquate, en améliorant la prestation des services essentiels et les moyens de subsistance, et en relançant l'économie locale. À Banki, ces mesures comprennent la remise en état des installations de sécurité, la construction d'un mur de protection, la fourniture de moyens de subsistance par le biais d'activités de travail contre rémunération, l'octroi de subventions pour la création d'entreprises, la

réparation des marchés et la construction d'espaces d'apprentissage et d'un centre de loisirs pour les enfants. Ces efforts portent leurs fruits. Banki commence à devenir plus sûre et la

communauté commence à revenir. Falmata et sa famille sont maintenant de retour et vivent dans le camp des déplacés internes. Falmata explique les difficultés qu'elle a rencontrées :

“

Lorsque je suis revenue, la ville était en ruines. J'ai couru pour voir mes anciennes propriétés ; tout avait été réduit en cendres. J'étais dévastée. Je ne savais pas par où commencer, mais je devais être forte et essayer de subvenir aux besoins de mes enfants.

”

Falmata se sent plus en sécurité dans le camp des déplacés internes, avec son nouveau mur d'enceinte qui protège la ville des insurgés. Avant la partition, Falmata et sa famille dormaient sur les étals vides des marchés, car ils se sentaient plus en sécurité que dans leurs propres maisons. Aujourd'hui, ils dorment chez eux, se sentant même suffisamment en sécurité pour sortir chercher de l'eau et de la nourriture, même lorsqu'il fait nuit. Elle est également fière d'être membre d'un nouveau comité de stabilisation au niveau communautaire, qui donne la parole aux femmes et met à profit leur sagesse pour poursuivre le travail de stabilisation :

“Les femmes et les filles sont frappées par le conflit. Mon rôle est de présenter leurs préoccupations et leurs problèmes au comité, où de solutions et des recommandations adéquates sont proposées. Le comité nous aide à veiller les unes sur les autres et à mettre l'accent sur les problèmes de sécurité cruciaux auxquels les femmes et les filles sont confrontées. Nous travaillons maintenant ensemble pour reconstruire une communauté forte et stable”.

L'intervention de la Fenêtre de Stabilisation Regionale (FSR) ouvre la voie à un rétablissement à long terme dans les zones touchées par le conflit. Banki, une ville autrefois désertée en raison de l'insurrection, renoue progressivement avec les activités humaines. Comme il y a encore beaucoup à faire, l'effort de stabilisation constitue un point de départ pour atteindre une stabilité et un rétablissement total dans les années à venir. [Click here for a video](#)

“

Les femmes et les filles sont frappées par le conflit. Mon rôle est de présenter leurs préoccupations et leurs problèmes au comité, où de solutions et des recommandations adéquates sont proposées. Le comité nous aide à veiller les unes sur les autres et à mettre l'accent sur les problèmes de sécurité cruciaux auxquels les femmes et les filles sont confrontées. Nous travaillons maintenant ensemble pour reconstruire une communauté forte et stable”

”





CAMEROUN:
Des options
de moyens
subsistance grâce
au programme
“Cash for
work” dans
l’extrême-nord
«Le cas d’une
commerçante»

Amina Baba, cheffe de famille monoparentale est une maman comblée, c’est avec son petit commerce qu’elle envoie ses cinq enfants à l’école. A 32 ans, Amina Baba est déjà divorcée. Son mari qui l’a abandonné avec 05 enfants est porté disparu depuis que la crise Boko Haram a commencé.

“

Peut-être il rejoint le groupe et est allé mourir là-bas en brousse je ne sais pas, parce que même ici dans la ville je ne le vois plus

”

Selon plusieurs témoignages concordants, plusieurs jeunes comme elle, ont complètement disparu de la ville depuis plusieurs années. Aujourd'hui leurs familles sont sans nouvelles d'eux. Ils sont partis parce que la vie est devenue très dure. « Voilà pourquoi je trouve en ce projet de reboisement une très bonne solution à notre problème de chômage et de loisiveté », raconte Amina Bouba. Elle est originaire de Mora, chef-lieu du département du Mayo-Sava, région de l'Extrême-Nord, l'une des localités dont les impacts du passage du groupe Boko Haram sont encore perceptibles. Dans son histoire qu'elle raconte, si la crise Boko Haram ne l'a pas touchée directement, elle a eu des effets néfastes dans sa vie. « Plusieurs fois j'ai été approché par certaines personnes pour rejoindre le groupe Boko Haram, mais j'ai toujours refusé parce que j'aime beaucoup mais enfants et je veux les voir grandir », lâche-t-elle en essuyant quelques gouttes de larmes qui tombent de ses yeux. « La vie pour moi était très difficile. Je pleurais tous les jours et tout le temps, parce que la charge était lourde pour moi », révèle Amina Bouba, « mais depuis que le projet de reboisement de la ville de Mora a été lancé par le PNUD, je peux vous jurer que mes problèmes se sont envolés, il m'a fait profiter de plusieurs choses. Je peux dire que ce projet est venu me sauver », affirme-t-elle avec un ton de soulagement bien remarquable sur son visage.

Salariée de 3000 F CFA par jour, au bout de trois mois, juste après le démarrage du projet, Amina s'est lancée dans le commerce des beignets et du jus naturel. D'ailleurs c'est elle qui livrait à manger à ces collègues du Cash for work sur le terrain. C'est avec le bénéfice obtenu de cette activité qu'elle a payé la scolarité de ses enfants qui étaient sur le point d'abandonner les études l'an dernier. Quelques mois après l'épargne obtenu lui a permis de s'acheter un congélateur de 1000 litres, ce qui lui permet aujourd'hui d'avoir une forte offre en termes de jus, surtout en cette période de chaleur où la demande est très forte. Pour elle, le projet de reboisement Cash for work est tombé à point nommé car « sans lui, je ne sais pas ce que je serai devenue aujourd'hui, vivement que cela continue et merci au PNUD et au gouvernement camerounais qui pensent à nous », souhaite-t-elle. [Click here for a video](#)



Des dialogues communautaires pour améliorer la sécurité

Faire du dialogue communautaire une habitude, telle est l'objectif du projet de stabilisation du PNUD afin de renforcer la confiance entre les communautés et les FDS nouvellement déployés.

C'est dans cette logique que les premiers dialogues communautaires ont été organisés par le PNUD à Amchidé, à Limani et à Moskota, des localités de l'Extrême-Nord particulièrement ciblées par Boko Haram. Les multiples rencontres ont réuni les forces de défense, les membres des comités de vigilance, les leaders communautaires, les jeunes, les femmes, les autorités traditionnelles et bien d'autres membres. Ensemble, ils ont discuté de leurs problèmes et ont proposé des pistes de solution qui sont déclinées sous la forme de plans locaux de sécurité. Pendant les échanges qui se sont

déroulées du 03 au 12 mars 2021, il s'est dégagé plusieurs constats. Ainsi, les relations entre les forces de défense et de sécurité et les communautés semblent conflictuelles et alimentées par un climat de méfiance réciproque. Le comportement des FDS décrit par les communautés ne semble pas aller dans le sens des efforts de valorisation de l'Etat et des services publics que le projet de stabilisation tente de réaliser. Ce constat interpelle les autorités et le PNUD qui envisagent de renforcer leur appui en direction de la mise en œuvre d'activités de cohésion sociale, la mise en place d'un système de suivi des cas d'abus des FDS et le renforcement des services d'inspection qui effectueront des visites régulières sur le terrain.



Fig2: Les forces de défense et de sécurité échangent en toute convivialité avec les populations.

Abdou Rahman, Président du comité de
vigilance de Limani



“

En tant que membres des comités de vigilance à Limani, nous passons toutes les nuits éveillées. Nous travaillons en étroite collaboration avec les forces de défenses pour assurer la sécurité des populations. Nos principales difficultés dans ce travail se portent surtout sur le fait que nous ne sommes pas assez équipés face aux gens qui sont souvent fortement armés. L'autre problème que nous rencontrons, c'est la collaboration dans les actions d'interpellation des personnes suspectes par les forces de défense et de sécurité. Je pense que quand ils ont un suspect, ils devraient agir en synergie avec nous pour plus d'efficacité. Parce que notre avis peut être déterminant dans ce genre d'opération. Souvent ce genre de situation se retourne contre nous et la population nous traite de complice pour arrêter nos propres frères et c'est dangereux pour nous.

”



TCHAD

LES FEMMES! LEADERS ET PROMOTRICES DE LA SECURITE COMMUNAUTAIRE

En ce mois de mars 2021 où la lutte pour les droits des femmes est au devant de la scène, nous avons rencontré Adjide Kerala, la toute première femme à la tête du Comité de Stabilisation de Guitté, localité de mise en œuvre par le PNUD, dans la Province du Lac, du Projet Fenêtre Nationale du Tchad de la Facilité régionale de Stabilisation.

Dans le contexte sociétal assez conservateur de Guitté, l'exemple d'Adjide lance un signal fort en faveur de l'autonomisation des femmes et de la lutte contre des violences ou discriminations basées sur le genre telles que le mariage précoce, les mutilations génitales, ou la non-scolarisation des filles. Dans une société où la reconnaissance et la jouissance de leurs droits reste une quête ardue, elle incarne le progrès, et l'espoir, celui de nombreuses femmes qui aspirent aussi à l'émancipation et à l'égalité.

Adjide nous a confié son témoignage et a partagé avec nous son expérience.

“

“Mon nom est ADJIDE KERALA, je suis la présidente du Comité de Stabilisation de Guitté. Ce comité est constitué de 20 personnes réparties en quatre sous-commissions. Nous nous rencontrons toutes les deux semaines pour discuter de nos difficultés et préconiser des solutions. Chaque rencontre est une occasion de payer sa cotisation, ce qui nous permet de renflouer notre caisse, et partant de nous entraider et de venir aussi en aide aux étrangers qui arrivent dans notre localité.

Notre mission consiste à planifier et à mettre en œuvre toutes les activités contribuant à la stabilité et au vivre ensemble dans notre localité. Je signale que depuis la mise sur pied du comité, nous avons réussi à résoudre beaucoup de problèmes entre nous et les étrangers de passage. Nous avons également facilité la cohabitation entre les forces de défense et de sécurité et la population, en net progrès par rapport aux années précédentes. Le principe d'hospitalité est au cœur de toutes nos actions.

”



Fig2: Les membres du comité de pilotage engagés pour la stabilisation immédiat des zones touchées

Mon élection à la tête du comité de stabilisation ?

“

Cela n'était pas chose aisée, au début, bien sûr. Il y avait une préférence marquée pour qu'un homme soit nommé à la présidence du comité. Ce qui a fait une différence, et a pesé en ma faveur, finalement, c'est le principe du consensus mis en place au sein du comité pour les prises de décision. Le président intérimaire a lui-même plaidé en faveur de ma désignation et les autres membres se sont rangés à son avis. C'est un rôle assez gratifiant, car c'est essentiellement un travail d'équipe, et je suis écoutée et respectée de tous.

”

Mon conseil aux femmes ?

“

Je conseillerais à mes sœurs et mes filles de ne plus rester en marge, comme c'était le cas les siècles précédents, à une époque où on ne concevait la place de la femme qu'à la cuisine ou auprès des enfants, c'est à dire à la maison. Aujourd'hui, nous les femmes, nous avons potentiellement la liberté et la capacité de faire tout ce que font les hommes. J'appartiens pour a part au monde associatif depuis longtemps, un monde où les femmes font leurs preuves tous les jours. Heureusement, les hommes qui nous entourent comprennent de plus en plus que nous sommes des partenaires incontournables pour le développement. Ils nous apportent leur soutien, même si des efforts restent à faire sur ce point. J'exhorte les femmes à se mettre au travail et à s'affirmer, au même titre que les hommes. Si l'on les sollicite pour un travail, qu'elles le fassent, sans hésitation, et sans aucun complexe. [Click here for video](#)

”

Prévention de l'extrémisme violent dans le bassin du lac Tchad : réunion communautaire à Diffa

Le 10 décembre 2020, l'Université de Diffa a abrité la réunion de consultation communautaire pour l'élaboration de la stratégie de communication civilo-militaire pour la prévention de l'extrémisme violent dans le bassin du Lac Tchad. Une initiative de la Commission du Bassin du Lac Tchad avec l'appui du PNUD qui procède de la volonté de l'organisation à appuyer la stabilisation d'une région où les populations ont été durement éprouvées par des conflits pendant plus de cinq ans. En plus des autorités de Diffa, la réunion a vu la participation des honorables chefs traditionnelles, des organisations féminines et de la jeunesse venus du Tchad, du Cameroun et du Niger.

A l'issue de cette journée marquée par des travaux en groupe et en plénière, les participants ont formulé d'importantes au nombre desquelles l'on peut citer l'implication des chefs coutumiers, des jeunes et des femmes dans le processus de communication avec la communauté, la contribution en vue de donner davantage des armées un caractère républicain et qu'elles soient bien intégrées dans la société et les communautés, de redonner toute sa place et son rôle à la chefferie traditionnelle dans le processus de sécurisation des communautés et le partage des informations entre les chefs coutumiers de part et d'autres des frontières des pays à travers un canal adéquat de communication.

1.300 kits scolaires pour les élèves des écoles primaires de Bosso



Des enfants ayant reçu des kits à l'école primaire de Bosso

Le 5 novembre 2020, le Gouvernorat de Diffa et ses partenaires à travers Fonds régional pour la stabilisation de la région du bassin du lac Tchad, Fenêtre pour le Niger FSR/LT, ont distribué 1.300 kits scolaires pour 990 élèves des écoles primaires quartier 1, 2 et l'école franco-arabe de Bosso. Une initiative du projet Stabilisation qui fait suite à la construction de 10 classes dans les établissements scolaires de la localité. Le projet entend continuer sur cette lancée pour davantage rétablir le droit à l'éducation des enfants.

La participation des femmes et des jeunes au cœur de la mise en œuvre

La participation des jeunes et des femmes est primordiale au développement et à la stabilité de la région de Diffa et du Niger de manière générale. Sur leur civisme et esprit de citoyenneté repose la paix dans le pays. C'est pourquoi le FRS/LT entend renforcer la formation des jeunes afin d'améliorer leur employabilité et favoriser l'auto-emploi. Les jeunes ayant déjà obtenu leur certificat de formation et tout autre jeune en âge de travailler seront appuyés dans des initiatives d'entrepreneuriat. Du reste, les autorités régionales à travers le FRS/LT, visent l'implication de chacun et de tous, notamment les jeunes et les femmes qui sont indéniablement les leviers du développement et sont des acteurs de paix. Dorénavant, le projet a lancé le 23 Septembre à Bosso, des activités de "cash for work". Au total 600 bénéficiaires jeunes, femmes et hommes ont été touchés par lesdites activités. Pour l'Etat, à travers le projet stabilisation, il s'agit de créer des opportunités pour les populations, notamment les jeunes pour améliorer leurs conditions de vie.

Tendre la main aux communautés: La SRS sur les ondes

La RNI est un réseau dont le public cible est l'ensemble de la région du Lac Tchad, où se trouvent des populations parlant les langues Kanuri, Kanembu et Boudouma. Cette région couvre le Sud-est du Niger, le Nord-est du Nigéria, le Nord du Cameroun et les provinces du Tchad.

En janvier 2020, à la lumière du contexte difficile du BLT, les parties prenantes de la SRS ont convenu de mettre l'accent sur les efforts de communication dans le Plan d'action régional 2020-21 de la SRS pour assurer un accès en temps réel et une compréhension commune des informations liées à la SRS et soutenir la communication locale et nationale, avec une attention accrue sur la disponibilité des supports de communication dans les langues locales. Ainsi, le Secrétariat de la Stabilisation a développé un partenariat avec la Radio RNI pour recueillir des informations sur le niveau actuel de compréhension et d'évaluation des populations locales de la Stratégie régionale de stabilisation et de son contenu. Ce partenariat a servi de base à la poursuite du développement d'activités et de produits de communication ciblés, tels que des programmes radiophoniques et des émissions dans les langues locales:

Tout d'abord, une enquête sur le développement de la perception dans les quatre pays évalue et explore les attitudes, les niveaux de compréhension, l'intérêt et la pertinence de toutes les thématiques de la SRS à l'attention des auditeurs de la RNI dans le bassin du Lac Tchad.

RNI a lancé un programme de discussions et d'échanges entre (pour) adolescents en novembre 2020 et dont l'objectif est de sensibiliser les jeunes des communautés. Il est produit séparément au Tchad et au Nigéria et diffusé respectivement en langues Kanuri et Kanembu et poursuit comme objectif d'inspirer les jeunes à travers des représentations théâtrales avec des récompenses à la clé. Pour en savoir plus sur la radio RNI, Veuillez visiter le Site web ci-après : <http://www.ndarason.com>

Merci a nos partenaires!



BULLETIN D'INFOS

STRATEGIE REGIONALE

BULLETIN D'INFORMATION SRS

Directeur de Publication: Chika Charles Aniekwe

Directrice de redaction: Laetitia Pougriba Ouoba

Contributeurs

- Secretariat SRS
 - Union Africaine
Philip Kortei Attuquayefio
 - Fonds de Stabilisation Regionale/Cameroun
Florian Morier, Tony Kouemo, Joel Sambo Maman
 - Fonds de Stabilisation Regionale Nigeria
Mizuho Yokoi, Alison Clement, Amalachuku Ibeneme
 - Fonds de Stabilisation Regionale Tchad
Charles Mback, Ali Fofana, Aristide Dingamdoum, Chance Tubane
 - Fonds de Stabilisation Regionale, Niger
Aziza Albachir, Moussa Mourtala
-

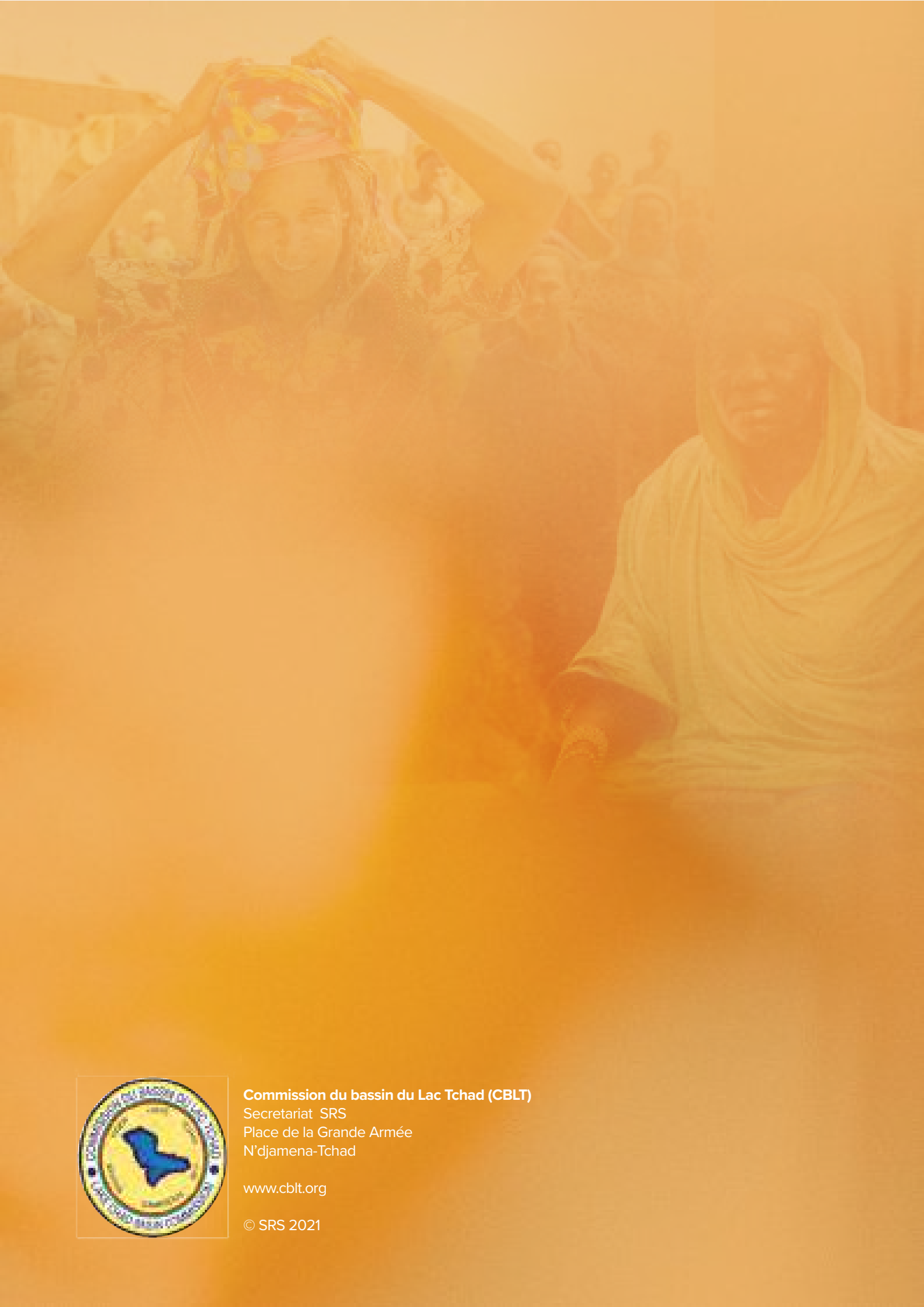
Abonnez-vous pour recevoir notre bulletin d'information

rssteam@cblt.org/rsf.sec@undp.org

Pour en savoir plus sur la SRS visitez www.cblt.org

Suivez-nous sur





Commission du bassin du Lac Tchad (CBLT)

Secretariat SRS
Place de la Grande Armée
N'djamena-Tchad

www.cblt.org

© SRS 2021